



EXERGUE

L'exécutif d'Yvonand est prêt à accueillir l'UDC suisse

RÉUNION • *La patate chaude refilée par le Palais de Beaulieu se refroidit au bord du lac de Neuchâtel. Les délégués y verront-ils un signe que les droits humains sont indivisibles?*



En septembre 2007, la rencontre nationale de l'UDC à Montreux avait été protégée par la police. JEAN-BERNARD SIEBER/ARC

JÉRÔME CACHIN

La Municipalité d'Yvonand louera sa salle communale à l'UDC Suisse pour son assemblée des délégués le 4 décembre. La décision de principe a été prise hier soir. «Nous devons encore avoir une discussion avec la police cantonale pour régler les questions de sécurité», explique Claude-Alain Voiblet, secrétaire général de l'UDC Vaud et coordinateur romand. Nous ne souhaitons pas créer de situation conflictuelle. Avec Montreux, ça nous semblait délicat.» Le Casino de Montreux était une autre option, après la défection du Palais de Beaulieu le 28 octobre, puis de l'Université de Lausanne le 10 novembre. En septembre 2007, la rencontre nationale de l'UDC à Montreux avait été protégée par la police, et contestée par quelques dizaines de manifestants. En janvier de la même année, Christoph Blocher tenait un meeting à Yvonand, sans déploiement policier.

L'exécutif d'Yvonand écrit peut-être le dernier chapitre d'un feuilleton chargé en rebondissements et en polémiques. Sur le fond, il est évident que la liberté de réunion aura été mise à mal dans le canton de Vaud. Mieux que d'autres, les militants des droits humains savent qu'ils défendent un paquet indivisible. Les attaques répétées de l'UDC contre les droits fondamentaux des étrangers ne justifient donc pas une attaque – d'où qu'elle vienne – contre la liberté de l'UDC à réunir ses troupes. Les fantassins du parti, quelques

jours après la votation du 28 novembre, verront-ils les choses comme cela? Rien n'est moins sûr. Revenons un instant sur les gazons de Beaulieu et de Dorigny. La direction du Palais de Beaulieu, pas plus que celle de l'Université de Lausanne, n'ont à avoir honte de vouloir préserver leurs intérêts matériels. Mais elles n'ont pas non plus à être fières de ces décisions, où la question de la sécurité a été traitée avec légèreté. Elles semblent avoir oublié que la police vaudoise s'est félicitée, il y a trois semaines, d'avoir coordonné la sécurité pour un panier de crabes francophones comme Nicolas Sarkozy ou Joseph Kabila. La même police n'aurait pas su protéger une assemblée multilingue de blochétiens?

Mise sous pression par le syndicat UNIA qui se réunit aux mêmes dates que l'UDC, au Palais de Beaulieu, la direction de ce dernier a préféré se tirer une balle dans le pied. Financé par les caisses publiques, ce palais semble aussi étriqué qu'une cage de cirque partagée par deux lions. C'est pourtant un groupe bâlois aux ambitions internationales, MCH group, qui a racheté Beaulieu Exploitation SA. Les vassaux lausannois seraient-ils indignes de leurs nouveaux maîtres bâlois?

Il en va autrement de la direction de l'Université de Lausanne, légataire de la patate chaude et cible d'une polémique imméritée. Non, elle ne ferme pas les portes de l'Académie à une UDC qui n'aurait pas les diplômes

pour y entrer – au contraire du Parti socialiste. Elle n'est pas non plus un aréopage de crypto-communistes repoussant la peste brune. Elle n'est qu'un concierge qui veut éviter de devoir ramasser du verre cassé. Eh bien oui, quoi? La direction de l'Université de Lausanne a aussi pour tâche de préserver les bâtiments. Ceux-ci sont financés par les caisses publiques, et l'université n'en a que la jouissance légale.

Le seul ennui, c'est qu'il n'aura suffi que d'une poignée de tracts anonymes pour que la direction de l'université renonce. Les limiers de la police cantonale retrouveront-ils ceux qui ont lâché cette petite souris qui a effrayé l'éléphant de Dorigny? Reste à l'UDC de réunir son assemblée des délégués, très probablement dans la grande salle d'Yvonand. Mais il y a surtout la possibilité, pour ses fiers-à-bras locaux, de faire feu de tout bois. Claude-Alain Voiblet – bientôt (?) candidat à la Municipalité de Lausanne – accuse Daniel Brélaz et sa majorité de gauche de ne pas vouloir assurer la sécurité des 600 délégués. Dans un registre encore plus saugrenu, le patron des députés, Pierre-Yves Rapaz, veut proposer une coupe de 10% dans le budget de l'université. Quand UNIA et les auteurs des tracts auront fini de se marrer, ils devraient adresser leurs factures à l'UDC. Une campagne de pub qui soigne si bien son image de victime, ça doit valoir des dizaines de milliers de francs, non?!